COMMUNIQUÉ

APPRENTISSAGE : PLUS DE 30 000 JEUNES DANS L'IMPASSE !

La « loi pour choisir son avenir professionnel » de 2018, a bouleversé l'organisation et le financement de l'apprentissage. Répondant à l'ensemble des revendications du MEDEF, l'apprentissage est devenu un marché concurrentiel sous perfusion d'argent public. Cette libéralisation est une régression pour les droits des apprenti·es, les diplômes et la régulation des financements de la formation. Cet aveuglement idéologique, porté par un discours promotionnel incessant, qui fait de l'apprentissage la solution miracle à l'insertion professionnelle des jeunes est en train de se heurter à la réalité économique.

Le plan du gouvernement « un jeune, une solution » a du plomb dans l'aile.

L'allongement à 6 mois, pour permettre aux apprenti·es de rester dans les CFA en attendant d'avoir signé un contrat de travail avec une entreprise, est arrivé à son terme en février 2021. C'est plus de 30000 jeunes qui vont se trouver sans solutions et qui vont devoir se tourner vers pôle emploi et les missions locales qui croulent déjà sous le poids des personnes qui cherchent un travail. Ce chiffre est en deçà de la réalité, car il résulte d'enquêtes partielles faites dans les régions. Par exemple, en Nouvelle Aquitaine c'est 2200 jeunes qui sont recensés sans contrats mais seulement 60% des CFA ont répondu. Le mouvement risque de s'amplifier avec la fin du versement des aides supplémentaires pour les entreprises (5000€ pour un·e mineur·e, et des 8000€ pour un·e majeur·e).

Le lycée professionnel : la solution !

La CGT Éduc'action n'a cessé de revendiquer un plan d'urgence et l'ouverture de places supplémentaires dans la voie scolaire. La réponse a été l'inverse : assèchement des financements, suppression de postes, fermetures de formations et de sections. Ce démantèlement acharné s'illustre dans l'indigence des cartes des formations qui caractérise le manque d'ambition pour développer la voie professionnelle sous statut scolaire. Effectivement, très peu d'ouvertures et aucune ne répond vraiment aux enjeux écologiques, sanitaires et sociaux pourtant cruciaux.

Le lycée professionnel est pourtant la solution. En effet, il scolarise tous les jeunes contrairement à l'apprentissage qui est discriminatoire, et en plus on y réussit mieux, on s'y oriente mieux, on y poursuit mieux ses études. Même l'insertion professionnelle est meilleure à long terme pour les jeunes qui ont eu une formation initiale sous statut scolaire.

Alors que plus d'un milliard a été dépensé pour la promotion de l'apprentissage, la voie professionnelle scolaire se contente d'effets d'annonce et de miettes ! La CGT Éduc'action exige toujours un véritable plan d'urgence pour la voie professionnelle, qui permette notamment d'accueillir l'ensemble des jeunes pour qu'ils puissent obtenir un diplôme et une véritable qualification.

Montreuil, le 8 mars 2021

CGT Éduc'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex Tel : 01.55.82.76.55 - e-mail : unsen@cgteduc.fr - internet : www.cgteduc.fr